

**Art. 18.** Dit decreet treedt in werking op 1 september 2005, met uitzondering van de artikelen 5 en 12 die op 1 september 2006 in werking treden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 juli 2005.

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor sociale promotie,  
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting en Financiën,  
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,  
C. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

---

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2005 — 2255

[C — 2005/29193]

#### **29 AVRIL 2005. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études supérieures ainsi que les conditions de leur octroi**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret, réglant pour la Communauté française, les allocations et les prêts d'études, coordonné le 7 novembre 1983, notamment les articles 1<sup>er</sup>, § 5, 3, alinéa 1<sup>er</sup>, et 7;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 mai 1985 fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études supérieures ainsi que les conditions de leur octroi, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 avril 1987 et les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 12 décembre 1994, 12 mai 1999, 31 janvier 2002 et 4 février 2004;

Vu l'avis du Conseil supérieur des allocations et prêts d'études, donné le 19 janvier 2005;

Vu la concertation du 20 janvier 2005 avec les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 décembre 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 décembre 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 21 mars 2005 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Les demandes d'allocations d'études supérieures doivent être introduites au moyen des formulaires dont le modèle est arrêté par le Ministre qui a les allocations et prêts d'études dans ses attributions.

§ 2. Ces demandes doivent être adressées par envoi recommandé, soit :

1<sup>o</sup> au Service des allocations d'études supérieures de la province où est situé l'établissement d'enseignement que le candidat fréquentera pendant l'année académique pour laquelle l'allocation est sollicitée;

2<sup>o</sup> au Service des allocations d'études supérieures de Bruxelles-Brabant wallon, s'il s'agit de candidats poursuivant leurs études dans la région de Bruxelles-Capitale, dans la province du Brabant wallon, en dehors de la Communauté française ou à l'étranger.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Sauf cas exceptionnels définis au présent article, les demandes doivent être envoyées au plus tard le 31 octobre de l'année académique pour laquelle l'allocation est sollicitée.

§ 2. Sont reconnues comme relevant d'un cas exceptionnel les demandes dont le retard d'introduction est justifié par l'un des motifs suivants :

1<sup>o</sup> le décès de la ou de l'une des personnes pourvoyant à l'entretien de l'étudiant ou en ayant la charge;

2<sup>o</sup> l'hospitalisation, pendant trente jours consécutifs au moins, du candidat, ou de la ou de l'une des personnes pourvoyant à l'entretien de l'étudiant ou en ayant la charge;

3<sup>o</sup> la perte de l'emploi principal de la ou de l'une des personnes pourvoyant à l'entretien du candidat ou en ayant la charge;

Ces motifs ne peuvent toutefois être pris en considération que si les situations invoquées se sont produites après le 1<sup>er</sup> juillet précédant le début de l'année académique envisagée.

4<sup>o</sup> l'information tardive du candidat de ses résultats de l'année d'études antérieure ou de toute délibération concernant son admission dans l'année d'études envisagée, pour autant que ce retard soit imputable exclusivement aux autorités habilitées à décider de ces résultats ou de cette admission;

5<sup>o</sup> la situation de passage conditionnel du demandeur, pour autant que la délibération portant sur les matières de l'année académique antérieure ait lieu avant le 15 février de l'année académique pour laquelle l'allocation d'études est demandée;

6<sup>o</sup> l'inscription dans une année académique, après le 31 octobre, pour autant que celle-ci soit autorisée légalement.

§ 3. Dans tous les cas visés au § 2 du présent article, la demande doit être introduite avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année académique pour laquelle l'allocation est sollicitée.

§ 4. D'autres cas exceptionnels peuvent être reconnus par décision du Gouvernement sur proposition du Ministre qui a les allocations et prêts d'études dans ses attributions.

**Art. 3.** Pour pouvoir bénéficier d'une allocation d'études pour une année d'études déterminée, le candidat doit satisfaire aux conditions requises pour y être admis comme étudiant régulier.

En outre, s'il s'agit d'une première année d'études supérieures, il ne peut avoir atteint l'âge de 35 ans au 31 décembre de l'année académique pour laquelle l'allocation est demandée.

**Art. 4.** Aucune allocation d'études n'est accordée pour l'année académique pendant laquelle le candidat répète une année d'études ou suit une année d'études d'un niveau égal ou inférieur à celle qu'il a déjà faite.

Une dérogation à cette disposition est autorisée une seule fois et uniquement pour la première année d'études dans l'enseignement supérieur, au sens de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur.

**Art. 5.** Le candidat qui a plus d'une fois répété une année d'études de même niveau perd tout droit à une allocation d'études.

Toutefois, celle-ci pourra à nouveau lui être accordée si, après son dernier échec, il a terminé avec fruit deux années d'études consécutives.

Si le candidat échoue une nouvelle fois, ou s'il suit à nouveau une année d'études de même niveau, il perd définitivement le droit à une allocation d'études.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation aux dispositions des articles 4 et 5 du présent arrêté, le candidat qui, après avoir été régulièrement inscrit pendant deux années au plus dans l'enseignement universitaire ou dans l'enseignement supérieur de type long, se réoriente vers des études classées dans l'enseignement supérieur de type court, peut bénéficier d'une allocation d'études.

Il doit être alors considéré comme un candidat commençant des études de ce niveau.

§ 2. En cas de retour ultérieur à l'enseignement universitaire ou supérieur de type long :

1° il est fait abstraction des résultats obtenus dans l'enseignement supérieur de type court;

2° les dispositions de l'article 5 du présent arrêté sont à nouveau applicables au candidat, compte tenu de ses antécédents dans l'enseignement universitaire ou supérieur de type long.

**Art. 7.** Par dérogation aux dispositions des articles 4, 5 et 6 du présent arrêté, le candidat qui répète son année d'études à la suite d'une maladie, gravement invalidante de par son décours et son traitement selon l'avis d'un comité médical, peut bénéficier d'une allocation d'études pour l'année académique au cours de laquelle il répète son année d'études.

Ce comité médical est formé de deux médecins de l'administration de la Communauté française et de deux médecins étrangers à l'administration, désignés par le Gouvernement sur proposition des Ministres ayant les allocations d'études et la santé dans leurs attributions.

Pour l'application de l'article 5 du présent arrêté, il est fait abstraction de l'année répétée pour raison de maladie au sens de l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation aux dispositions des articles 4, 5, 6 et 7 du présent arrêté, l'étudiant dont le handicap à plus de 66 % est reconnu conformément à la législation sociale peut bénéficier d'une allocation :

1° pendant cinq années académiques consécutives, quand les études supérieures qu'il entreprend ont une durée de trois ans;

2° pendant six années académiques consécutives, quand les études supérieures qu'il entreprend ont une durée de quatre ans;

3° pendant sept années académiques consécutives, quand les études supérieures qu'il entreprend ont une durée de cinq ans;

4° pendant un nombre d'années académiques consécutives égal au nombre d'années que durent les études plus trois, quand la durée des études suivies est supérieure à cinq ans.

§ 2. Néanmoins, les étudiants visés à l'article 27, § 7, 1°, 2°, 3°, 3°bis, 6°, 7°, 8° et 9°, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, 1°, 2°, 3°, 3°bis et 5°, du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, 1°, 2°, 3°, 3°bis et 5°, du décret du 5 août 1995 portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur, ne peuvent bénéficier d'une allocation d'études.

**Art. 9.** La Ministre qui a les allocations d'études dans ses attributions statue sur les demandes et sur le montant des allocations. Il procède aux vérifications et contrôles requis et décide des éventuels remboursements.

**Art. 10.** L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 mai 1985, fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études supérieures ainsi que les conditions de leur octroi, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 avril 1987 et les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 12 décembre 1994, 12 mai 1999, 31 janvier 2002 et 4 février 2004, est abrogé.

**Art. 11.** A titre transitoire, pour les dossiers relatifs à l'année académique 2004-2005 ou à une année académique antérieure, les dispositions en vigueur au moment de l'introduction des demandes restent applicables jusqu'à leur clôture définitive.

**Art. 12.** Le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'année académique 2005-2006.

**Art. 13.** La Ministre ayant les allocations et prêts d'études dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 avril 2005.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

---

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2005 — 2255

[C — 2005/29193]

**29 APRIL 2005. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de wijze waarop de aanvragen voor studietoelagen voor het hoger onderwijs moeten worden ingediend en van de voorwaarden voor de toekenning van die toelagen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet tot regeling, voor de Franse Gemeenschap, van de toekenning van de studietoelagen en de studieleningen, gecoördineerd op 7 november 1983, inzonderheid op de artikelen 1, § 5, 3, leden 1 en 7;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 mei 1985 tot vaststelling van de wijze waarop de aanvragen voor studietoelagen voor het hoger onderwijs moeten worden ingediend en van de voorwaarden van de toekenning van die toelagen, zoals gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 april 1987 en bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 december 1994, 12 mei 1999, 31 januari 2002 en 4 februari 2004;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor studietoelagen en -leningen, gegeven op 19 januari 2005;

Gelet op het overleg van 20 januari 2005 met de representatieve verenigingen van de studenten erkend op gemeenschapsniveau;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 december 2004;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 22 december 2004;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 21 maart 2005, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

**Artikel 1.** § 1. De aanvragen tot het bekomen van studietoelagen voor hoger onderwijs moeten worden ingediend door middel van formulieren waarvan het model is vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheden de studietoelagen en -leningen behoren.

§ 2. De aanvragen moeten bij een ter post aangetekende brief worden gestuurd :

1° ofwel naar de Dienst voor studietoelagen voor hoger onderwijs van de Provincie waar de onderwijsinrichting is gevestigd die de kandidaat zal bezoeken gedurende het academiejaar waarvoor de toelage wordt aangevraagd;

2° ofwel naar de Dienst voor studietoelagen voor hoger onderwijs van Brussel-Waals-Brabant, als het kandidaten betreft die hun studies voortzetten in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, in de provincie Waals-Brabant, buiten de Franse Gemeenschap of in het buitenland.

**Art. 2.** § 1. Behoudens uitzonderlijke gevallen bepaald in dit artikel moeten de aanvragen worden toegezonden uiterlijk op 31 oktober van het academiejaar waarvoor de studietoelage wordt aangevraagd.

§ 2. Als uitzonderlijke gevallen waarvoor het indieningstiel door een van de volgende redenen is gerechtvaardigd, worden erkend :

1° het overlijden van de persoon of van een van de personen die voorziet in het onderhoud van de student of die de student ten laste heeft;

2° de opneming in een ziekenhuis voor een duur van ten minste dertig opeenvolgende dagen van de kandidaat of van de persoon of van een van de personen die voorziet in het onderhoud van de student of die de student ten laste heeft;

3° het verlies van de hoofdbetrekking van de persoon of van een van de personen die voorziet in het onderhoud van de kandidaat of die de kandidaat ten laste heeft;

Deze redenen worden evenwel slechts in aanmerking genomen als de aangehaalde gebeurtenissen zijn voorgekomen na 1 juli vóór het begin van het betrokken academiejaar.

4° het te laat op de hoogte brengen van de kandidaat van de uitslagen van het vorige studiejaar of van elke beraadslaging betreffende zijn toelating tot het betrokken studiejaar, voorzover deze verfraging uitsluitend toegeschreven kan worden aan de overheid die bevoegd is om over deze uitslagen of deze toelating te beslissen.

5° het geval van voorwaardelijke overgang van de aanvrager, voor zover de beraadslaging die handelt over de materies van het voorafgaand academiejaar plaatsgrijpt vóór 15 februari van het academiejaar waarvoor de studietoelage wordt aangevraagd.

6° de inschrijving voor een academiejaar, na 31 oktober, in zover die inschrijving wettelijk toegelaten is.

§ 3. In al de gevallen bepaald in § 2 van dit artikel moet de aanvraag worden ingediend vóór 1 maart van het academiejaar waarvoor de studietoelage wordt aangevraagd.

§ 4. Andere uitzonderlijke gevallen kunnen erkend worden bij beslissing van de Regering, op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheden de toekenning van studietoelagen en -leningen behoort.

**Art. 3.** Om een studietoelage voor een bepaald studiejaar te kunnen genieten moet de kandidaat beantwoorden aan de vereisten die worden gesteld om er als regelmatig student te worden toegelaten.

Indien het bovendien gaat om een eerste studiejaar, mag de kandidaat de leeftijd van vijfendertig jaar niet bereikt hebben op 31 december van het academiejaar waarvoor de toelage wordt aangevraagd.

**Art. 4.** Er wordt geen studietoelage toegekend tijdens een door de student overgedaan academiejaar of tijdens een door de student gevolgd academiejaar van een niveau dat gelijk is aan of lager is dan het niveau van het reeds gevolgde studiejaar.

Er kan één enkele keer en enkel voor het eerste studiejaar in het hoger onderwijs, in de zin van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs afgeweken worden van die bepaling.

**Art. 5.** Een kandidaat die meer dan één keer een academiejaar van hetzelfde niveau heeft overgedaan verliest elk recht op een studietoelage.

Er kan hem echter weer een studietoelage worden toegestaan indien hij, na zijn laatste mislukking, twee opeenvolgende jaren met vrucht heeft beëindigd.

Indien de kandidaat weer niet slaagt of indien hij weer een studiejaar van hetzelfde niveau volgt, verliest hij voorgoed het recht op een studietoelage.

**Art. 6.** § 1. In afwijking van de bepalingen van de artikelen 4 en 5 van dit besluit kan een kandidaat die maximaal twee jaar regelmatig ingeschreven was in het universitair onderwijs of in het hoger onderwijs van het lange type en een nieuwe oriëntatie kiest in studies die behoren tot het hoger onderwijs van het korte type mag een studietoelage genieten.

Hij dient dan te worden beschouwd als kandidaat die studies van dit niveau begint.

§ 2. In geval van latere terugkeer naar het universitair onderwijs of naar het hoger onderwijs van het lange type :

1° wordt er geen rekening gehouden met de resultaten opgedaan in het hoger onderwijs van het korte type;

2° de bepalingen van artikel 5 van dit besluit zijn weer van toepassing op de kandidaat, rekening houdende met zijn voorgeschiedenis in het universitair onderwijs of in het hoger onderwijs van het lange type.

**Art. 7.** In afwijking van de bepalingen van de artikelen 4, 5 en 6 van dit besluit kan een kandidaat die een studiejaar overdoet ten gevolge van een ziekte die door haar teruggang en behandeling zwaar invaliderend is, na advies van een medisch comité een studietoelage genieten voor het academiejaar gedurende hetwelk hij zijn studiejaar overdoet.

Dit medisch comité bestaat uit twee geneesheren van het bestuur van de Franse Gemeenschap en uit twee geneesheren die niet tot het bestuur behoren, aangewezen door de Regering op voordracht van de Ministers tot wier bevoegdheden de toekenning van studietoelagen en de gezondheid behoren.

Voor de toepassing van artikel 5 van dit besluit wordt er geen rekening gehouden met het wegens ziekte overgedaan jaar in de zin van lid 1 van dit artikel.

**Art. 8.** § 1. In afwijking van de bepalingen van de artikelen 4, 5, 6 en 7 van dit besluit kan een kandidaat wiens handicap van meer dan 66 % erkend is overeenkomstig de sociale wetgeving een studietoelage genieten :

1° gedurende vijf opeenvolgende academiejaren wanneer de hogere studies die hij aanvat drie jaar lang duren;

2° gedurende zes opeenvolgende academiejaren wanneer de hogere studies die hij aanvat vier jaar lang duren;

3° gedurende zeven opeenvolgende academiejaren wanneer de hogere studies die hij aanvat vijf jaar lang duren;

4° gedurende een aantal opeenvolgende academiejaren dat gelijk is aan het aantal jaren die de studies in beslag nemen plus drie wanneer de studies die hij voortzet langer dan vijf jaar duren;

§ 2.. De studenten bedoeld bij artikel 27, § 7, 1°, 2°, 3°, 3°bis, 6°, 7°, 8° en 9° van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, bij artikel 8, § 1, 1°, 2°, 3°, 3°bis en 5° van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en bij artikel 9, § 1, 1°, 2°, 3°, 3°bis en 5° van het decreet van 5 augustus 1995 houdende verschillende maatregelen inzake hoger onderwijs, kunnen echter geen studietoelage genieten.

**Art. 9.** De Minister tot wiens bevoegdheden de toekenning van studietoelagen behoort, beslist over de aanvragen en over het bedrag van de toelagen. Hij verricht de vereiste verificaties en controles en beslist over de eventuele terugbetaling.

**Art. 10.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 mei 1985 tot vaststelling van de wijze waarop de aanvragen voor studietoelagen voor het hoger onderwijs moeten worden ingediend en van de voorwaarden van de toekenning van die toelagen, zoals gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 april 1987 en bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 december 1994, 12 mei 1999, 31 januari 2002 en 4 februari 2004 wordt opgeheven.

**Art. 11.** Voor de dossiers betreffende het academiejaar 2004-2005 of een voorafgaand academiejaar blijven, bij wijze van overgangsmaatregel, de bepalingen van toepassing die van kracht zijn op het ogenblik van het indienen van de aanvragen tot de definitieve sluiting ervan.

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking vanaf het academiejaar 2005-2006.

**Art. 13.** De Minister tot wiens bevoegdheden de toekenning van studietoelagen en -leningen behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 april 2005.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET